

Malgré une longue période de stagnation économique, la société japonaise s'est transformée en profondeur depuis 1989, avec l'essor des revendications féminines et l'intensification du travail

Sébastien Lechevalier La vision d'un Japon sur le déclin est trop simple

Le contexte

L'ère Heisei, ou « accomplissement de la paix », a commencé le 8 janvier 1989 avec le début du règne de l'empereur Akihito, au lendemain de la mort d'Hirohito. Elle s'achèvera le 1^{er} mai, avec l'avènement de l'empereur Naruhito, à la suite de l'abdication de son père. « Reiwa » sera le nom de la nouvelle ère impériale. Le premier ministre, Shinzo Abe, a expliqué la signification de cette appellation : « *Quand les cœurs sont en harmonie, la culture peut fleurir.* » C'est le gouvernement qui a décidé du nom de l'ère, sans consulter le monarque. Chaque ère du Japon moderne et contemporain – associée à un empereur – correspond à une certaine période du développement du pays. Quatre chercheurs dressent un bilan de la grande transformation qu'ont connue la société et l'économie japonaises en trois décennies.

Le 30 avril s'achèvera au Japon l'ère Heisei, commencée le 8 janvier 1989, qui laissera la place à l'ère Reiwa, après l'abdication de l'empereur Akihito. Dans un contexte institutionnel dans lequel celui-ci n'a qu'un pouvoir symbolique et où les ères ne sont qu'une sorte de calendrier parallèle au calendrier occidental, il ne faut pas surinterpréter ce changement d'un point de vue économique. Cependant, chaque ère du Japon moderne et contemporain – associée à un empereur – correspond à une certaine période du développement du Japon. Il est possible de faire un bilan d'Heisei tout en identifiant les perspectives pour l'économie japonaise.

Une libéralisation mal pensée

Ainsi, l'ère Meiji (1868-1912) a été celle d'un changement institutionnel profond – avec le retour au premier plan de l'empereur après une période (Edo) où le vrai pouvoir était entre les mains du shogun – mais aussi, et surtout, celle du début du décollage économique et de la modernisation du Japon au sens occidental. Taisho (1912-1926) est, elle, souvent considérée d'un point de vue économique comme une transition, caractérisée par une forte instabilité. Showa (1926-1989) – marquée par la montée du nationalisme japonais, qui a conduit à la guerre puis à la catastrophe de la défaite – a également une dimension économique importante puisqu'elle correspond, après 1945, à la période de forte croissance faisant suite à la reconstruction et conduisant au rattrapage des puissances occidentales par le pays, qui, dès la fin des années 1970, devient la seconde puissance économique mondiale.

Lorsque commence Heisei, en 1989, les meilleurs économistes du monde pré-

Le principal défi de l'Archipel est social, bien plus que démographique ou international. Il lui faut reconstruire un pacte susceptible de mobiliser les forces vives de la nation autour d'un objectif commun, analyse l'économiste

sent que le Japon aura dépassé les États-Unis avant la fin du siècle et sera devenu *number one*, pour reprendre le titre du célèbre livre d'Ezra Vogel (*Japan as No. 1. Lessons for America*, Harvard University Press, 1979). Mais l'éclatement des bulles financières et foncières au début des années 1990, la crise asiatique de 1997, la crise mondiale de 2008, puis la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011, entre autres, ont largement invalidé ce pronostic. Trente ans plus tard, l'image qui domine est celle d'une stagnation économique – d'où l'expression de « *décennies perdues* » pour caractériser Heisei. Symbole de ce déclin, au moins relatif, le Japon connaît une chute de natalité, un vieillissement accéléré et, depuis 2005, une baisse absolue de sa population.



LORSQUE COMMENCE HEISEI, EN 1989, LES MEILLEURS ÉCONOMISTES DU MONDE PRÉDISENT QUE LE JAPON AURA DÉPASSÉ LES ÉTATS-UNIS AVANT LA FIN DU SIÈCLE

Cette vision d'un Japon sur le déclin est cependant trop simple. Sans vouloir contribuer au débat sans fin entre « déclinistes » et « optimistes » – assez comparable à celui qui concerne la France –, il est possible de nuancer cette image pour en tirer quelques leçons sur la nature de la mondialisation et sur le processus de libéralisation des économies depuis le début des années 1980. Faible croissance et déflation sont des maux qui caractérisent également certains pays européens ; faible taux de chômage et balance commerciale excédentaire différencient quant à eux assez fortement le Japon de pays européens comme la France, mais le rapprochent de l'Allemagne. Quant aux modalités d'intervention de l'État et au fonctionnement des grandes entreprises, elles ont fortement évolué, comme nous l'a rappelé récemment l'affaire Ghosn.

Quelles sont, dans ces conditions, les principales raisons de la stagnation économique ? La crise japonaise a été largement endogène. Elle est en partie la conséquence d'une libéralisation mal pensée et mal implémentée, qui a déstabilisé les institutions japonaises et a perturbé l'avantage comparatif qu'elles offraient au pays. Il ne faut pas négliger non plus des erreurs d'une politique économique qui, après chaque phase récessive, n'a pas été assez réactive et a exposé la reprise à être perturbée par la crise suivante, dans une chronologie assez proche de celle de l'économie française. Le Japon s'est également engagé, sans débat dé-

mocratique, dans une course en avant technologique et dans une course vers le bas en matière salariale, principale origine de la montée de la pauvreté et des inégalités. Le Japon a de ce fait mis de côté l'innovation sociale et a surtout oublié ce qui faisait sa force par le passé, à savoir accompagner les innovations technologiques par des innovations organisationnelles.

On peut donc prédire que le futur de l'économie japonaise reposera sur sa capacité à relever plusieurs défis. La croissance en est un, notamment dans un contexte énergétique et environnemental particulier après la catastrophe de Fukushima. Mais le principal défi est social, bien plus que démographique ou international (même si la position du Japon dans le monde – et notamment ses relations avec la Chine – est la principale préoccupation du gouvernement Abe) : l'enjeu est bel et bien de reconstruire un pacte social susceptible de mobiliser les forces vives de la nation autour d'un objectif commun. Pour cela, il faut à la fois répondre à la demande de protection dans un contexte de montée des inégalités et fixer un horizon. Cela nécessite de poser les termes d'un débat fiscal qui n'est pas sans rappeler le contexte français : qui doit payer, et pour quels bénéfices ? ■

Sébastien Lechevalier est directeur d'études à l'EHESS, président de la Fondation France-Japon de l'EHESS. Il est l'auteur de « *La Grande Transformation du capitalisme japonais* » (Presses de Sciences Po, 2011) et, avec Brieuc Monfort, de « *Leçons de l'expérience japonaise. Vers une autre politique ?* » (Ed. Rue d'Ulm, 2016)

Sachiko Kuroda Une forte dégradation des conditions de travail

Depuis trente ans, le marché de l'emploi au Japon est marqué par l'allongement du temps de travail et l'explosion du nombre de travailleurs irréguliers, relève l'économiste

Après l'éclatement de la bulle spéculative au début des années 1990, le taux de chômage au Japon a augmenté pendant dix ans pour atteindre, en 2002, 5,5 %, son niveau le plus haut depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ces chiffres sont peu élevés au regard des pays européens mais, pour les Japonais qui n'ont connu qu'un taux de chômage extrêmement bas de 1 à 3 % pendant cinquante ans, c'est un vrai choc. Les travailleurs, par peur du licenciement, ont accepté une diminution de leur rémunération et des primes d'heures supplémentaires. La stagnation des salaires a

conduit à celle de la consommation. En réaction, un nombre important d'entreprises ont baissé leurs prix, ce qui a favorisé un comportement attentiste des consommateurs japonais. A cause de la stagnation des ventes, le revenu des entreprises ne s'est pas rétabli, ce qui a eu de nouveau un effet négatif sur les salaires. Ce cercle vicieux est la principale cause de la déflation chronique à partir de la fin des années 1990, et de la stagnation de longue durée qu'a connue le Japon pendant Heisei.

Deux faits majeurs ont traduit pendant cette période une dégradation profonde des conditions de travail. Le premier concerne l'accroissement du nombre des emplois irréguliers. Il y a en effet deux formes majeures d'emploi au Japon : le travail régulier, qui est un peu l'équivalent des CDI français, et le travail irrégulier, qui prend des formes variées, dont le point commun est la durée déterminée et une forme de précarité. À l'aube de l'ère Heisei, le pourcentage de travailleurs irréguliers au sein de la population active était d'environ 20 %. Ce pourcentage a augmenté pendant trente ans pour atteindre aujourd'hui environ 40 %.

De plus, jusqu'aux années 1980, la plupart des travailleurs irréguliers étaient des femmes qui souhaitaient travailler à mi-temps. Mais au cours de Heisei, beaucoup de Japonais, quels que soient leur âge ou leur sexe, ont été obligés de travailler sous une forme irrégulière. En outre, comme ce type de contrat n'est pas codifié de manière

stricte, il est possible de le renouveler plusieurs fois. Cette tendance explique la montée des inégalités de revenus au Japon. Le salaire horaire d'un travailleur irrégulier ne représente en effet qu'environ 60 % de celui d'un travailleur régulier.

Hausse des décès par excès de travail

Le second fait majeur qui témoigne d'une transformation majeure du marché du travail pendant la période est l'allongement de la durée du travail. Afin de stimuler la demande, les entreprises ont commencé à offrir des réductions de prix des produits et à multiplier les services. Un certain nombre de magasins ont mis en place un système d'ouverture 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 afin de stimuler l'économie.

De plus, de nombreuses entreprises ont adopté un style de gestion dont le principe était de pouvoir mieux répondre aux exigences des clients, ce qui a entraîné une forte augmentation des heures supplémentaires de travail, très souvent non payées. La société japonaise a fait de cette pratique une norme acceptée. Dans les années 1990, la proportion des hommes qui travaillent plus de 10 heures supplémentaires par semaine a augmenté, jusqu'à atteindre 44 % en 2016. Le nombre de décès par excès de travail – *karoshi* en japonais – est, lui aussi, en hausse.

En réponse à ces deux tendances, le gouvernement a entamé une réforme en 2016 et a modifié de manière conséquente,

pour la première fois depuis soixante ans, la loi relative aux normes du travail (Labor Standards Act). Cette loi modifiée met en place, à partir d'avril 2019, une réglementation du plafond des heures supplémentaires, assortie de sanctions, et codifie, à partir d'avril 2020, le principe du « salaire égal à travail égal », qui interdit les disparités de traitement entre travailleurs réguliers et irréguliers.

Le Japon doit aussi faire face à un grave manque de main-d'œuvre, dû au vieillissement et à la baisse du taux de fécondité. Le taux de chômage est aujourd'hui de 2,3 %, soit au même niveau qu'en 1989. Alors que le gouvernement japonais commence enfin à accueillir plus de travailleurs étrangers, la situation de pénurie est telle que certaines *kombini* (supérettes ouvertes 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24) – emblématiques de l'économie japonaise – ont décidé de limiter leurs horaires d'ouverture. C'est le signe d'un tournant important sur le marché du travail au moment où commence l'ère Reiwa. ■

Traduit du japonais par Yukiko Itoh et Soichi Nagano, EHESS

Sachiko Kuroda, professeure à l'université Waseda (Tokyo), est économiste du travail



L'ARCHIPEL DOIT AUSSI FAIRE FACE À UN GRAVE MANQUE DE MAIN-D'ŒUVRE



Mari Miura « Les femmes sont la clé de l'avenir de l'Archipel »

L'ère Reiwa pourrait offrir des perspectives de progrès en matière d'égalité femmes-hommes, domaine très en retard dans le pays, estime la politiste

ENTRETIEN

Mari Miura est professeure de sciences politiques à la faculté de droit de l'université Sophia, à Tokyo, au Japon. Cofondatrice de « l'Académie pour la parité », qui assure des formations pour les jeunes femmes désireuses de se lancer en politique, elle est membre du comité directeur du W20 Japan, structure officielle formulant des propositions au G20 sur les questions de genre.

Quel bilan tirer de la période Heisei pour les femmes au Japon ?

La période avait bien commencé mais les promesses des premières années n'ont pas été tenues. La loi sur l'égalité des chances au travail est entrée en vigueur en 1986, ouvrant des opportunités dans le monde du travail. Mais les limites sont restées fortes car les femmes ont dû travailler comme les hommes, c'est-à-dire accepter les longues heures de présence au bureau et des affectations multiples, ce qui entraine en conflit avec la vie familiale.

Le changement ne s'est fait qu'en surface, créant un énorme décalage entre la réalité et la structure légale. Les stéréotypes n'ont pas évolué.

Ce constat concerne-t-il aussi bien la sphère professionnelle que la sphère privée ?

La part des femmes qui travaillent a augmenté, dépassant en 1995 celle des femmes au foyer. Mais elles sont confrontées

à deux pièges : le piège de l'argent pour celles, majoritaires, qui sont contraintes à une activité rémunérée, souvent dans des emplois précaires sans perspective de carrière. L'autre piège est celui de la carrière. Celles qui travaillent en entreprise se heurtent à un plafond de verre en raison des exigences de la vie familiale. Elles sont condamnées à une carrière modeste et n'accèdent pas aux postes à responsabilité.

À la maison, la situation n'a guère changé. Conscient dès le début des années 1990 du problème du faible taux de fécondité, le gouvernement a tenté de mobiliser les hommes autour de l'éducation des enfants, avec le congé parental. Mais, selon les statistiques, les hommes consacrent moins de cinq heures par semaine aux travaux à la maison, contre 25 heures pour les femmes. Il y a une volonté de changer chez les plus jeunes, mais on reste loin de l'équilibre dans la répartition des tâches.



LES CHANGEMENTS SONT LENTS, CAR LES POSTES DÉCISIONNAIRES RESTENT OCCUPÉS PAR DES HOMMES DE PLUS DE 50 ANS

Comment expliquer la lenteur des évolutions ?

Ce n'est pas faute de volonté car le mouvement féministe a connu dans les années 1990 sa deuxième vague en faveur de l'égalité – après celle des années 1970. La loi pour la parité dans la société a été adoptée en 1999, mais les ordonnances attendues au niveau local ont été bloquées.

La raison est que, dès 1997, il y a eu un vaste mouvement d'opposition à ces avancées, développé en réaction nationaliste au débat sur le sort des femmes dites « de réconfort » (les Coréennes, Philippines, Chinoises... contraintes de se prostituer pour l'armée impériale japonaise durant la seconde guerre mondiale), qui avait émergé au début des années 1990. Très présent dans tout l'Archipel, ce mouvement, révisionniste sur le plan historique et conservateur sur le plan des valeurs familiales, a bloqué toute évolution.

Les années 2000 ont été une période de stagnation. Avec des conséquences à tous les niveaux, politiques notamment. Au Japon, il n'y a pas plus de 10,1 % de femmes à la chambre basse. C'est peu, même si c'est mieux qu'au début de Heisei quand cette part était à environ 3 %. Une loi a été adoptée en mai 2018 pour la promotion de l'égalité en politique, mais le Japon reste loin de la France ou du Royaume-Uni qui ont changé le système à la fin des années 1990 pour avoir plus de femmes en politique. Le Japon était classé 110^e en 2018 en matière d'égalité par le Forum économique mondial.

Comment expliquer la persistance des blocages ?

Les changements sont lents, car les postes décisionnaires restent occupés par des hommes de plus de 50 ans. Dans les entreprises par exemple, ils font pression sur les jeunes pour qu'ils ne prennent pas de congés parentaux. Ils sont imprégnés des idées de l'ère Showa [1926-1989], n'ont aucune expérience de l'éducation des enfants ou de la vie à la maison.

Mais ils vieillissent et le Japon n'est pas resté insensible au mouvement #metoo...

Ces dernières années ont été marquées par la révélation de scandales, notamment sur les examens des universités médicales, truqués pour limiter la réussite des femmes, ou encore l'affaire Shiori Ito, agressée sexuellement par Noriyuki Yamaguchi, journaliste et biographe du premier ministre Shinzo Abe, qui n'a jamais été arrêté. On a parlé du *sekuhara* (« harcèlement sexuel ») ou encore du *matahara* (« harcèlement des femmes enceintes »). La peur domine toujours : l'anonymat reste la norme pour les échanges sur Twitter. Shiori Ito a lancé le mouvement #wetoo, qui insiste sur le partage d'expérience plus que sur la dénonciation comme le fait #metoo. Mais les débats s'intensifient. Ce qui manque, c'est une coordination, une stratégie d'action pour notamment convaincre les médias de changer le contenu des messages, comme en Corée du Sud. Difficile de dire ce qui va se passer au cours de la nouvelle ère Reiwa, car les gens ne pensent qu'à eux aujourd'hui alors que l'économie va mal et pourrait s'effondrer après les Jeux olympiques de 2020. Mais je suis optimiste car, dans un contexte de vieillissement accéléré et de domination des processus de décisions par des hommes de plus de 50 ans, les femmes sont la clé de l'avenir du Japon. Elles représentent le seul espoir pour parler d'égalité et faire avancer la société. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MESMER (TOKYO, CORRESPONDANCE)

Toru Yoshida A l'étranger, une posture floue

« Plus le Japon porte les valeurs libérales à l'international, plus il se referme sur lui », constate le politiste. Un dilemme que l'ère Reiwa devra résoudre

L'ère Heisei a été une période de crise pour le Japon, au sens littéral du terme. En effet, en plus de l'éclatement de la bulle immobilière et financière au début des années 1990, la fin de la guerre froide aura été un nouveau défi pour la diplomatie japonaise.

Après des débats sans fin à la Diète (le Parlement japonais), les Forces d'autodéfense (FAD) ont été déployées au Cambodge dans le cadre de la mission menée par l'ONU en 1992. Ce fut l'avènement du grand dessein inspiré par Ichiro Ozawa – un des leaders dissidents du Parti libéral démocrate (PLD) qui a réussi à faire battre son ex-parti en 1993 et dirigera son opposition par la suite – et qui plaide pour que le Japon redevienne un « pays normal ». Depuis, il y a eu plus de dix participations des FAD à des opérations de maintien de la paix de l'ONU jusqu'à aujourd'hui, y compris en Iraq de 2003 à 2009. On mesure mal en Europe le tournant que cela représente par rapport à l'après-guerre, quand le pacifisme faisait l'objet d'un quasi-consensus et se traduisait par le non-engagement du Japon dans les conflits internationaux.

Bref, le Japon de l'ère Heisei est devenu une « force civique », terme avancé par le politologue allemand Hanns Maull, qui voyait dans le Japon, tout comme dans l'Allemagne unifiée, une force contribuant à l'ordre international sans moyens militaires. Dans le même

temps, le Japon a établi de nouvelles lignes directrices de la coopération américano-japonaise en matière de défense. Une déclaration commune prône en 1996 un « engagement pour les valeurs communes profondes comme le maintien de la liberté, la poursuite de la démocratie et la défense des droits de l'homme ». C'est un tournant historique pour ce pays, dont le rôle dans le monde se limitait alors à celui « d'animal économique », ce qui était rendu possible par la présence militaire américaine dans la région, y compris à Okinawa.

Nouvelle identité

Cette conscience de soi en tant que pays soucieux des valeurs libérales est devenue le fil conducteur de sa diplomatie au milieu des années 2000 pour réaliser « l'axe de la liberté et de la prospérité », de l'Europe jusqu'à l'Asie du Nord, en passant par l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Cette orientation doit aussi se comprendre dans le cadre de la rivalité avec la Chine, qui s'est imposée en tant que puissance économique et militaire dans la période. Elle se poursuit dans le cadre de la coopération avec l'Union européenne. Ainsi, en marge de l'accord de libre-échange avec l'Europe, un accord de partenariat stratégique affirme le partage et la défense des valeurs démocratiques et libérales dans son article 1^{er}. Le Japon essaie ainsi timidement de se construire une nouvelle identité en tant que garant du libéralisme politique et économique, ce qui lui permet de se démarquer de la Chine autoritaire.

Cependant, conclure que ce mouvement vers des valeurs libérales symbolise tout le changement dans l'ère Heisei serait s'arrêter à mi-chemin. Car, au Japon même, elles sont plutôt en retrait. Qui mettrait ces valeurs au

dessus de tout y serait bien minoritaire. Les affirmations nationalistes à l'encontre de la Chine et de la Corée, y compris par des membres du gouvernement et du Parlement, sont continues. Ainsi, la loi relative au drapeau et à l'hymne nationaux promulguée en 1999, ou la réforme de la loi fondamentale sur l'éducation de 2006, qui contraint à éveiller l'esprit national, sont des symboles de cette tendance. Le premier ministre actuel, M. Shinzo Abe, a affirmé explicitement cette tendance, lors de sa visite au sanctuaire Yasukuni en 2013, où des individus condamnés en tant que criminels de guerre sont vénérés parmi d'autres victimes, sans distinction. Il s'agit d'un lieu que même l'empereur n'a pas visité depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Paradoxalement, plus le pays porte les valeurs libérales sur la scène internationale, plus il se referme sur lui. C'est ce dont témoignent des faits aussi divers que la place des femmes dans la société, le statut des travailleurs étrangers, la non-légalisation des mariages homosexuels ou la pratique de la peine capitale.

Constante quasiment historique, comme lors de la restauration de Meiji ou des réformes qui ont suivi la défaite de 1945, le Japon se réforme par la voie extérieure. Entre ces deux forces, l'ère Reiwa révélera de quel côté le Japon s'engagera pour en finir avec une forme de schizophrénie. Le pays s'inspirera peut-être du nom de cette nouvelle ère, que l'on peut traduire comme « harmonie ordonnée ». ■

Toru Yoshida est maître de conférences en sciences politiques à l'université de Hokkaido

La croissance, meilleure ou pire des choses ?

Sommes-nous complètement schizophrènes ? Il y a quelques jours, une longue série de lamentations accueillait l'annonce par le FMI, puis par l'OCDE, du ralentissement de la croissance mondiale : celle-ci ne devrait en effet pas dépasser 3,3 % en 2019. Pourtant, à la fin de l'année 2017, le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement, se réjouissant de la stabilisation des émissions mondiales annuelles de CO₂ depuis 2014, alertait : « La tendance pourrait s'inverser si la croissance de l'économie mondiale s'accélère. » Si son augmentation comme son ralentissement semblent provoquer les mêmes inquiétudes, que penser de la croissance : est-elle finalement la meilleure ou la pire des choses ?

La croissance – c'est-à-dire le taux de croissance en volume du produit intérieur brut (PIB) – a longtemps été considérée comme la meilleure des choses. Même si la comptabilité nationale n'existait pas encore – il s'agit d'une invention du XX^e siècle –, on peut faire remonter au moins à Adam Smith l'idée qu'augmenter la production est bon pour les nations, l'opulence se répandant jusqu'aux dernières classes du peuple. Et comment nier que l'augmentation de la croissance – estimée pour toutes les parties du monde depuis deux millénaires par les calculs de l'économiste britannique Angus Maddison (1926-2010) – s'est accompagnée de progrès inouïs, en matière de santé, d'alimentation, d'éducation, de confort quotidien ? Au point qu'on a fini par assimiler le progrès au seul taux de croissance du PIB et par faire de ce dernier le « proxy », le symbole et la cause ultime du bien-être des nations.

Pourtant, dès les années 1960-1970, les critiques de la croissance avaient été extrêmement vives. Le rapport Meadows, *The Limits to Growth* (1972), avait attiré l'attention sur les dégradations physiques entraînées par la croissance (notamment du fait de l'augmentation de la pollution et de la raréfaction des ressources naturelles) et annoncé un effondrement de nos civilisations avant 2100. Les évolutions prévues par « les Meadows » ont été vérifiées et se sont révélées parfaitement exactes (*A Comparison of the Limits to Growth with Thirty Years of Reality*, Graham Turner, 2008). De nombreux auteurs, de Jacques Ellul à Ivan Illich en passant par Bertrand de Jouvenel et Jean Baudrillard, se sont attachés à mettre en évidence les dégâts de la croissance sur la qualité de vie, notamment les méfaits de la surconsommation. Les critiques s'étaient tues avec les crises économiques et la montée du chômage au début des années 1980, avant de réapparaître depuis peu avec la prise de conscience du péril écologique planétaire.

La solution à l'apparente contradiction a un nom : la croissance verte. Depuis que nous suivons avec effroi l'accumulation des émissions de CO₂, annonciatrices de catastrophes en cascade, nous continuons pourtant encore à vénérer la croissance et implorons qu'elle revienne parce que nous sommes convaincus que, verte, elle sera radicalement différente. Nous pensons encore qu'il est possible d'obtenir simultanément la croissance

LA SOLUTION À L'APPARENTE CONTRADICTION A UN NOM : LA CROISSANCE VERTE

et la permanence de conditions de vie authentiquement humaines sur Terre, parce que le progrès technique – c'est-à-dire le génie humain – nous permettra de découpler la croissance de ses effets nocifs.

Mais certains travaux mettent fortement en doute cette possibilité : l'économiste Michel Husson a ainsi montré que même si l'intensité en CO₂ (la quantité de CO₂ émise pour produire une unité de PIB mondial) baissait deux fois plus vite qu'au cours des quarante années passées, une baisse annuelle de 1,8 % du PIB mondial serait nécessaire pour atteindre les objectifs fixés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)...

De nouveaux indicateurs
Alors, *Faut-il attendre la croissance ?* (Florence Jany-Catrice et Dominique Méda, La Documentation française, 2016) ou dire *Adieu à la croissance* (Jean Gadrey, Les Petits Matins, 2010) ? Nous sommes quelques-uns à prôner, depuis la fin des années 1990, sinon l'abandon du PIB comme indicateur de référence, du moins son encadrement au sein de normes environnementales et sociales strictes (possiblement représentées par deux indicateurs non monétaires : l'empreinte carbone et l'indice de santé sociale) dans une société que nous qualifions de « postcroissance », une société qui ne se donne plus pour objectif principal d'obtenir des gains de productivité ou de croissance, mais de répondre aux besoins sociaux en visant des gains de qualité et de durabilité.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, sans doute le plus urgent était-il de mesurer la production d'acier et de logements : le PIB fut une métrique formidable pour évaluer ce type d'accroissement. Aujourd'hui, l'objectif principal est de diminuer la production de CO₂, de la manière la plus égalitaire possible, y compris en adoptant des quotas carbone individuels. Nous devons nous doter des indicateurs permettant de suivre ces progrès.

Une telle bifurcation ne peut se faire brutalement : elle doit être organisée sur un long terme et proposer des scénarios concrets balisant les chemins de la transition en matière d'énergies renouvelables, de rénovation thermique des bâtiments, de diminution de consommation d'énergie, d'emploi... Car il s'agit rien de moins que de rebâtir entièrement notre économie. Nous avons besoin pour cela de nouveaux fondements à nos disciplines, de nouvelles articulations entre ces dernières (« Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte », Tom Dedeurwaerdere, 2013), et, plus généralement, d'une nouvelle épistémè, c'est-à-dire d'une nouvelle grammaire, d'un nouveau langage, de nouvelles catégories pour représenter le monde ainsi que les rapports entre humains et nature. Et de cela, malheureusement, il n'est guère question aujourd'hui. ■